



A. Exigences relatives à l'obtention d'une autorisation d'exploiter une école privée délivrée par le service de l'enseignement privé (SEP)

- Les locaux dans lesquels l'enseignement est donné doivent remplir toutes les conditions exigées, relativement à la sécurité et à la salubrité publiques.
- Ils sont en particulier soumis au règlement d'application de la loi sur la prévention des sinistres, l'organisation et l'intervention des sapeurs-pompiers, du 25 juillet 1990 (F 4 05.01).
- En cas de nouvelle construction, transformation de locaux ou changement d'affectation nécessitant une demande d'autorisation de construire (voir point C), la direction de l'école privée remet au SEP copie de **l'autorisation de construire**.
- Pour les constructions existantes ne nécessitant pas de demande d'autorisation de construire, la direction de l'école privée délègue la responsabilité de la vérification de la conformité des locaux à un mandataire professionnellement qualifié reconnu par l'Etat de Genève (voir point C); à défaut, elle s'engage personnellement, conjointement avec le propriétaire des locaux. À cet effet, elle remet au SEP une **attestation de conformité des locaux d'enseignement (sécurité, salubrité, protection incendie)**.

B. Directives en matière d'aménagement de locaux de travail

- Tout projet de construction, transformation, reprise ou aménagement de locaux de travail doit recevoir l'approbation de l'office cantonal de l'inspection et des relations du travail (OCIRT), qu'il soit ou non assujéti au régime de l'autorisation de construire.
- L'employeur qui projette de construire ou transformer une entreprise soumet un jeu de plan à l'OCIRT.
- Les principales dispositions à respecter lors de l'aménagement de locaux de travail sont résumées dans le document vade mecum "Aménagement" : <http://www.ge.ch/sante-travail/doc/amenagement.pdf>.
Contact : Office cantonal de l'inspection et des relations du travail
rue des Noirettes 35 - case postale 1255 - 1211 Genève 26 La Praille
tél. n° + 41 (0)22 388 29 29 – fax n° + 41 (0)22 388 29 30
reception.ocirt@etat.ge.ch - <http://www.ge.ch/ocirt>

C. Directives en matière de construction

- Les propriétaires sont responsables d'entretenir toutes constructions et installations en vue de remplir les conditions de sécurité et salubrité exigées par la loi sur les constructions et son règlement d'application.
- Les demandes en autorisation de construire doivent être déposées auprès de la direction des autorisations de construire.
Contact : Direction des autorisations de construire
rue David-Dufour 1 - case postale 22 - 1211 Genève 8
tél. n° + 41 (0)22 546 64 00 - fax n° +41 (0)22 546 64 29
dpc@etat.ge.ch - <http://www.ge.ch/construction/demarches-prealables/autorisations-construire.asp>
Liste des mandataires professionnellement qualifiés : <http://www.ge.ch/mpq>

D. Directives en matière de prévention et sécurité incendie

- Les écoles et établissements similaires font partie des bâtiments présentant des risques spéciaux.
- Leurs propriétaires doivent respecter les mesures de protection incendie définies par le département des constructions et technologies de l'information (DCTI), ainsi que la norme et les directives de l'association des établissements cantonaux d'assurance incendie (AEAI).
- Les prescriptions y relatives sont explicitées dans la directive N° 5 - Prévention et sécurité incendie Bâtiments scolaires et assimilés du règlement d'application de la loi sur la prévention des sinistres, l'organisation et l'intervention des sapeurs-pompiers F 4 05.01 (crèches, garderies, jardins d'enfants et tous lieux où des cours sont donnés).
- Les obligations des propriétaires sont rappelées dans l'aide-mémoire "Prévention et sécurité en milieu scolaire" édité par la sécurité civile : http://www.ge.ch/securitecivile/pdf/brochures_prevention_securite/scg_prevention_securite_milieu_scolaire_06-05.pdf.
Contact : Police du feu
case postale 284 - 1233 Bernex
tél. n° + 41 (0)22 546 66 22 - fax n° + 41 (0)22 546 66 39
infodcti@etat.ge.ch - http://www.ge.ch/dcti/guichet_urb_ac_pf.asp
Norme et directives de l'Association des établissements cantonaux d'assurance incendie (AEAI) : <http://www.kgvonline.ch>. **Prescriptions de protection incendie** : <http://bsvonline.vkf.ch>

E. Références légales et réglementaires

- Règlement relatif à l'enseignement privé (REPriv) C 1 10.83 du 27 août 2008
- Loi sur l'inspection et les relations du travail (LIRT) J 1 05 du 12 mars 2004
- Règlement d'application de la loi sur l'inspection et les relations du travail (RIRT) J 1 05.01 du 23 février 2005
- Loi sur les constructions et les installations diverses (LCI) L 5 05 du 14 avril 1988
- Règlement d'application de la loi sur les constructions et les installations diverses (RCI) L 5 05.01 du 27 février 1978
- Loi sur la prévention des sinistres, l'organisation et l'intervention des sapeurs-pompiers (LPSSP) F 4 05, du 25 janvier 1990
- Règlement d'application de la loi sur la prévention des sinistres, l'organisation et l'intervention des sapeurs-pompiers (RPSSP) F 4 05.01 du 25 juillet 1990

F. Principes généraux - résumé

Autorisation d'exploiter une école privé délivrée par le SEP	la direction de l'école doit apporter la preuve que les locaux d'enseignement sont conformes aux exigences en matière de sécurité et salubrité publiques	C 1 10.83 Article 5
Approbation des plans par l'OCIRT	tout projet de construction, transformation, reprise ou aménagement de locaux de travail doit être soumis à l'approbation de l'OCIRT	J 1 05 Article 6 J 1 05.01 Article 10
Autorisation de construire délivrée par la direction des autorisations de construire	toute nouvelle construction, transformation de locaux ou changement d'affectation doit faire l'objet d'une demande auprès de la direction des autorisations de construire	L 5 05.01 Chapitre II
Entretien des constructions	toute construction doit remplir en tout temps les conditions de sécurité et salubrité exigées par les dispositions en vigueur	L 5 05 Article 121
Responsabilités et contrôles	le propriétaire du bâtiment et l'exploitant sont responsables du contrôle des mesures de prévention, de l'entretien des dispositifs de sécurité incendie et de la salubrité	F 4 05.01 Directive N° 5 L 5 05 Article 122 AEAI NPI art. 18
Responsabilité pour des bâtiments et autres ouvrages Dommages-intérêts	le propriétaire d'un bâtiment ou de tout autre ouvrage répond du dommage causé par des vices de construction ou par le défaut d'entretien	Code des obligations Article 58
Accès	l'accès aux bâtiments scolaires doit être garanti en tout temps afin de permettre une intervention rapide et efficace des sapeurs-pompiers	F 4 05.01 Directives N°s 5, 7 AEAI NPI art. 58
Protection incendie	les bâtiments sont équipés pour la protection incendie en fonction de leur catégorie	F 4 05.01 Directives N°s 1, 2, 5 AEAI NPI art. 54-57
Affichage des consignes	la consigne officielle "en cas de sinistre" est affichée en permanence à proximité des moyens d'alarme	F 4 05.01 Directives N°s 1, 5
Formation du personnel	le personnel est instruit en matière de prévention et de sécurité incendie, ainsi qu'aux consignes d'évacuation du bâtiment	F 4 05.01 Directive N° 5 AEAI NPI art. 19
Évacuation	les moyens d'alarme sont adaptés au bâtiment des exercices d'évacuation sont organisés annuellement le service de la sécurité civile est informé en temps opportun de la date de ces exercices et peut y assister	F 4 05.01 Directives N°s 2, 5